

Perspectives

N°22/005 – 7 janvier 2022

KAZAKHSTAN – Où l'on se souvient du rôle stratégique de l'Asie centrale...

- Les événements au Kazakhstan sont graves par leur étendue, leur violence, leur rapidité. Cela va marquer la confiance des investisseurs, quels que soient les scénarios.
- Cette implosion politique est le mélange de quatre crises à la fois. D'abord une sorte de Printemps slave, nourri par la perception des inégalités et de la corruption ; ensuite une crise de fin de règne et de succession d'un dirigeant autoritaire post-soviétique, dans un contexte clanique ; également une crise liée aux effets sociaux de l'inflation, schéma que l'on risque de retrouver dans d'autres pays ; et enfin une crise à fort impact géopolitique dans une zone stratégique pour les trois puissances, russe, chinoise et américaine.
- L'appel à une force d'interposition menée par la Russie est un aveu d'échec et d'abandon de souveraineté. Cela marque surtout un tournant historique dans la stratégie géopolitique kazakhe, qui recherchait traditionnellement un équilibre multifocal dans les relations avec les grandes puissances. C'est un événement géopolitique d'importance.
- Le risque de répression accrue est évident mais ne résoudra en rien, à long terme, les problèmes politiques de ce pays, soudain devenus apparents après des années d'immobilisme.
- L'association éventuelle de la Russie à toute répression est un nouveau risque pour l'image internationale de Moscou, car cela accélérerait encore plus la partition géopolitique du monde sur le thème des droits de l'Homme.
- Au niveau régional, les conséquences géopolitiques d'une fragilisation du Kazakhstan sont très importantes car il s'agit d'un véritable État pivot, c'est-à-dire d'un État dont la bascule géopolitique peut changer la morphologie stratégique d'une région.
- La Russie est en position de plus en plus délicate, confrontée à un double « front », ukrainien et kazakh, avec, dans les deux cas, une problématique de défense de populations d'origine russe. Par ailleurs, elle semble de plus en plus impuissante à stabiliser une périphérie qui affiche des problèmes politiques en série.
- Néanmoins, cet appel à l'aide kazakh redonne aussi à Moscou un rôle de partenaire prioritaire en Asie centrale, signal qui n'échappera pas aux Chinois, également très présents au Kazakhstan (premiers clients avec 19% des exportations et seconds fournisseurs derrière les Russes).
- Avec cette crise, l'Asie centrale rappelle donc son importance stratégique majeure mais parfois oubliée, *hinterland* partagé et complexe des deux puissances russe et chinoise, tout en étant un maillon clé de la nouvelle route de la soie chinoise. L'enjeu d'un possible rapprochement sino-russe se joue dans cette région et la crise politique kazakhe montre qu'il va falloir mieux définir les espaces d'influence réciproque sino-russes.
- Au niveau économique, le souverain kazakh avait de la marge de manœuvre et les agences de notation ne semblent pas inquiètes. Mais les effets de la crise sur la trajectoire de développement ne doivent pas être sous-estimés. Ils passeront par les anticipations des investisseurs et vont contraindre la croissance à long terme et la diversification déjà difficile du pays.

Les échos du Printemps arabe se font encore entendre en Asie centrale

Les quatre principales caractéristiques des événements actuels sont (à date de rédaction, car tout va très vite) : 1) une hausse des prix du gaz forte, brutale et au moment de la nouvelle année, liée à une maladresse de politique économique (un déplafonnement des prix du GNL) ; 2) une connexion très rapide entre la contestation sociale et la contestation politique plus large, d'abord dirigée contre l'ancien président Nazarbaïev, puis contre le régime en place et les institutions, notamment avec une demande d'autonomie accrue pour les régions ; 3) une extension immédiate du mouvement à tout le territoire et une grande violence des manifestants comme de la répression ; 4) un appel tout aussi rapide à une aide extérieure menée par la Russie.

En ce qui concerne l'étincelle « prix du gaz », il y a là une leçon à retenir pour tous les gouvernements qui sous-estiment encore les effets sociaux de l'inflation actuelle sur les bas salaires. Par ailleurs, cela montre à quel point la transition énergétique sera aussi une question de doigté politique, car la plupart des pays dans le monde sont dans une situation sociale structurellement éruptive, à la fois à cause de la crise sanitaire mais aussi de la perception des inégalités et de la corruption. Ne pas oublier non plus que les populations, boostées partout par les réseaux sociaux (même dans les pays où ces derniers sont contrôlés, le Kazakhstan le prouve en coupant littéralement internet), ont une capacité de mobilisation inédite historiquement, et que cette perception du couple inégalités/corruption reste le principal moteur des mobilisations populaires.

En fait, il semble bien qu'une sorte de « Printemps slave » se diffuse lentement dans la zone de l'ex-URSS, depuis l'Ukraine en 2014, touchant plus récemment le Bélarus ou le Kirghizstan. Le Covid avive et accélère cela, en aggravant les inégalités et la pauvreté. En fait, la dernière vague de la crise sanitaire sera politique car, partout, la crise sanitaire est un immense accélérateur de risque politique.

En Asie centrale, le Tadjikistan est également un maillon fragile. L'Ouzbékistan est en revanche engagé dans une transition politique qui donne un peu plus confiance mais certaines zones restent fragiles, comme la vallée de Ferghana, surpeuplée et en risque chronique de sécheresse. Quant au Turkménistan, totalement autoritaire, nul ne sait vraiment ce qu'il s'y passe. Les sujets de tensions majeurs entre États existent également, notamment à propos du contrôle régional de l'eau et de la protection des minorités. Et puis l'Afghanistan est évidemment un risque majeur de déstabilisation.

Par ailleurs, il y a dans la région un problème générationnel bien spécifique de succession de leaders autoritaires âgés, souvent ex-leaders des Soviets suprêmes de l'Union soviétique qui avaient capté le pouvoir à la fin de l'ex-URSS. En Ouzbékistan, la transition politique semble néanmoins avoir été faite avec un peu plus de clarté et de légitimité que chez le voisin kazakh.

Les choix politiques du gouvernement font rupture et vont être clivants

Le gouvernement kazakh a manqué – c'est un euphémisme – de « doigté politique » et la gestion de cette crise le confirme, heure après heure : répression extrêmement brutale face à des revendications initialement de pouvoir d'achat, des morts qu'il sera difficile d'oublier, et un appel très rapide à l'aide militaire extérieure (appel présenté en russe par le président Tokaïev dirigé non vers l'Organisation de coopération de Shanghai mais vers le Traité d'Organisation de Sécurité Collective sous influence russe...).

Cet appel à la Russie représente une rupture historique avec la politique internationale menée depuis trente ans par l'ancien président Nazarbaïev, qui avait toujours veillé à maintenir une position géopolitique multifocale dans ses rapports avec les grandes puissances (et à en tirer avantage). L'affirmation d'une souveraineté face à Moscou était un point clé de la diplomatie kazakhe, jusqu'à très récemment (rapprochement accéléré avec la Turquie et les États turcophones, mais aussi avec le Royaume-Uni ou les États-Unis). En même temps, la collaboration avec la Russie est toujours active, notamment dans les domaines énergétique, bancaire, matières premières (d'ores et déjà, les cours de l'uranium sont impactés, le Kazakhstan en est le premier producteur mondial), militaire ou spatial (enjeu majeur pour Moscou de Baïkonour, de même qu'une partie du secteur militaro-industriel soviétique se trouvait en Crimée). Rappelons qu'au moment des événements de Maïdan en Ukraine, le Kazakhstan n'avait pas soutenu la Russie. Enfin, la Chine voit dans le Kazakhstan une source d'énergie en même temps qu'un *hub* de transport régional majeur, symbolisé par le développement accéléré du port sec de Kourgost.

Cet appel aux forces armées extérieures russes est aussi un choix de politique intérieure lourd, qui va obligatoirement marquer de façon clivante le paysage politique, dans un pays où la question de la souveraineté est aussi sensible pour la population sans origines russes (80% du total) que pour les russophones concentrés dans le nord. **Cette irruption de la Russie sur la scène intérieure risque d'accélérer la structuration d'une opposition nationaliste** visible par exemple lors des manifestations contre la loi de privatisation qui aurait permis à des investisseurs chinois de

racheter des terres kazakhes. Il faut dire que, malgré le poids économique de la Chine dans les investissements énergétiques mais aussi agro-alimentaires, **la population kazakhe est de plus en plus hostile à Pékin en raison de la répression dans le Xinjiang**, qui s'y exerce aussi à l'encontre de certains citoyens d'origine kazakhe. Cette hostilité face à la Chine devient un facteur d'orientation important de la géopolitique régionale, car elle pose des limites à l'influence chinoise.

Cet appel à l'aide extérieure est enfin un aveu d'échec dans la capacité à maintenir la sécurité intérieure, et c'est la preuve de l'ampleur de la déstabilisation politique, qui atteint plusieurs villes, même reculées. **Dernier signal inquiétant d'une bascule politique : la fuite des élites**, y compris de l'ancien président Nazarbaïev (81 ans) dont on ne sait pas, à ce jour, où il se trouve. Certains évoquent une fuite qui aurait eu lieu avant la prise de l'aéroport par les manifestants. Même symptôme qu'en Ukraine en 2014.

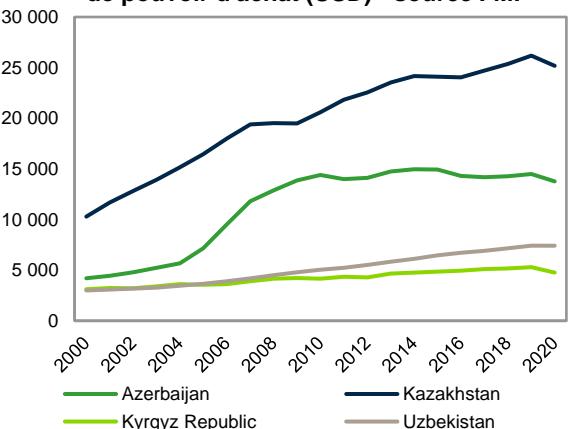
De vrais points de rupture dans l'histoire politique kazakhe semblent donc être là, après des dizaines d'années d'immobilisme. Ils ne disparaîtront pas facilement des mémoires. Le rétablissement de l'ordre va par ailleurs être compliqué dans un pays où la densité est très faible, les villes éloignées, la tradition de la résistance forte. Ces événements peuvent réveiller des souvenirs historiques de résistance au stalinisme.

Les enjeux de politique intérieure peuvent devenir insolubles dans un contexte de répression

Rappelons que le Kazakhstan est un pays rentier, mais cependant moins qu'un émirat du Golfe, puisque le secteur pétrole-gaz représente 15% du PIB, 30% des revenus fiscaux et environ 60% des exportations. Mais la diversification de l'économie est une histoire sans fin et a été très lente, freinée par la centralisation des structures de décision. L'État reste d'ailleurs un employeur et un actionnaire important des grandes entreprises. Le programme de privatisations a été retardé par le Covid et ces événements vont le compliquer. Quant à l'influence industrielle et financière de l'État, elle s'exerce notamment à travers le fonds d'investissement Samruk Kazyna, dont la structure financière reste trop opaque. En résumé, le Kazakhstan est loin d'avoir achevé sa transition et reste marqué par le fonctionnement institutionnel de l'ex-URSS.

Cependant, si la rente énergétique a nourri les inégalités, elle a aussi porté l'augmentation des revenus kazakhs : le Kazakhstan est le pays le plus riche de la région et la classe moyenne de ce pays a réellement prospéré depuis vingt ans.

PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (USD) - source FMI



Le choc énergétique de 2015 a néanmoins été très sensible sur l'économie, le taux de change et les revenus, mais le gouvernement n'avait pas lésiné sur le soutien aux revenus de la population, ce qui avait maintenu le calme. Cette politique très inspirée par un contrat social de type soviétique était d'ailleurs l'un des piliers de la popularité de N. Nazarbaïev, appelé « papa », et qui semblait encore forte vue de l'extérieur...

Mais visiblement, cette légitimité du pouvoir que le Président Tokaïev avait du mal à capter, car encore concentrée autour de la figure de « papa », a pourtant été mise à bas par la connexion entre plusieurs phénomènes, tous accélérés par la crise sanitaire. D'abord une perception accrue des inégalités (importance du choc inflation) couplée à la perception de la corruption. Ensuite, la succession difficile de Nazarbaïev. En effet, l'élection du président Tokaïev n'a pas supprimé l'influence de « papa » au sein du conseil de Sécurité, ni surtout, celle du clan de l'ex-président et de sa famille, clan marqué par des affaires de corruption. Le Kazakhstan, comme l'Azerbaïdjan, reste en effet un pays profondément clanique, et c'est une structure politique qui favorise la captation de la rente énergétique tout en produisant une grande inertie institutionnelle. Enfin, à ce malaise politique à la tête du pays et à ce malaise des classes moyennes, confrontées à la baisse de leurs revenus après une longue période de hausse, il faut ajouter la colère des plus pauvres. En fait, celle-ci est déjà ancienne et visible pendant les insurrections de Janaozen, en 2011, quand 14 personnes avaient été tuées par la répression.

Tous ces événements indiquent qu'une sortie de la crise par la répression est probable, mais que cela ne résoudra pas les problèmes politiques kazakhs. Une telle répression et l'appel à l'aide de la Russie auront par ailleurs des conséquences pour la géopolitique régionale, car le Kazakhstan est un État pivot, au sens géostratégique.

L'Asie centrale est une zone stratégique essentielle pour la Russie et la Chine, et le devient encore plus dans un contexte géopolitique mondial tendu

Le Kazakhstan est un point de dégagement terrestre essentiel de la route de la soie, pour une Chine sous pression dans ses débouchés en mer de Chine. Pour la Russie, ce pays est un point d'influence traditionnel au cœur du projet d'alliance eurasienne de V. Poutine. C'est donc le *hinterland* partagé de la Russie et de la Chine mais ce partage n'est pas sans poser problème. C'est enfin un pays essentiel pour les États-Unis, car c'est là que se joue la relation russo-chinoise, c'est-à-dire la possible continuité stratégique de l'Eurasie, que doivent absolument empêcher les États-Unis (base de la géopolitique américaine : ne pas laisser se former une alliance eurasienne et donc, exercer une influence dans les pays qui coupent la continuité eurasienne, Ukraine ou Kazakhstan en tête...).

Tous les points chauds de politique intérieure qui s'allument en Asie centrale depuis deux ans, du Kirghizstan à l'Afghanistan, signalent donc à la fois les effets des enjeux géopolitiques globaux, mais aussi une forme d'incapacité russe grandissante à stabiliser sa périphérie. Évidemment, cela joue dans l'intérêt des Américains.

Les positions russes et chinoises dans la région vont devenir de plus en plus complexes : la répression accrue sera difficile à éviter et le danger serait qu'elle soit pilotée par la Russie, pourtant présentée comme une force d'intervention de paix. Si une telle répression encore plus brutale n'est pas évitée, et si elle n'est pas condamnée par la Russie et la Chine, cela peut avoir des effets politiques larges : au Bélarus bien sûr, mais aussi dans la situation intérieure russe, et jusqu'au Xinjiang chinois. Cela peut aussi accélérer la fuite en avant russe et chinoise vers plus d'autoritarisme.

Enfin, cela accélérerait la partition du monde, sur un schéma guerre froide 2.0, en nourrissant les arguments de l'alliance occidentale pro-droits de l'Homme. Plus concrètement, cela signifie militairement pour la Russie l'ouverture d'une sorte de front arrière qui va être difficile à gérer. Mais, à ce stade, les effets sur l'Ukraine de la crise kazakhe sont difficiles à estimer.

L'impact économique se lira dans les anticipations des investisseurs mais peu dans le souverain

Au final, même si la situation peut être apparemment « calmée », des lignes rouges ont

sans doute été franchies en matière de risque politique, qui n'échapperont pas aux investisseurs.

Le Kazakhstan ne semble cependant pas en risque souverain immédiat avec une dette qui devrait plafonner à 31% du PIB dans les années à venir, des réserves d'environ 35 milliards de dollars à la banque centrale, composées aux deux-tiers d'or, auxquelles s'ajouteraient une soixantaine de milliards du fonds souverain (statistiques à prendre avec précaution). Certes, le pays est en double déficit interne et externe, mais les actifs liquides du souverain couvrent la dette. En fait, le Kazakhstan est sorti de la première phase 2020 du Covid avec un profil souverain qui inspirait plutôt confiance (surtout en termes relatifs, face à des pays surendettés), malgré une dette externe un peu élevée, mais largement composée de dette inter-entreprises. Ce profil ne devrait pas être remis en cause par la crise actuelle (sous réserve, évidemment, de la suite des événements).

Cependant, cette crise va jouer négativement sur les anticipations de marché et peut faire sortir le pays du statut de « marché frontière » qui attire les investisseurs. Le coût de refinancement de la dette va aussi incorporer une prime de risque politique et géopolitique et la devise peut être sporadiquement fragilisée (à suivre un impact éventuel sur d'autres devises régionales), dans un contexte social qui va limiter les hausses défensives de taux. Surtout, les investisseurs directs étrangers hésiteront sans doute sur des engagements à long terme, dont le pays a pourtant besoin aussi bien en termes d'exploration énergétique que de diversification économique. Cela peut donc peser sur une croissance potentielle déjà en ralentissement, de l'ordre de 3,5%. Et, indirectement, cela va donc aussi contraindre la progression des revenus.

Les répercussions macro-économiques seront donc sensibles surtout à travers ces anticipations des investisseurs, même si les agences de notation, rassurées par les liquidités du pays, ne dégradent pas immédiatement le souverain. En revanche, les secteurs les plus fragiles de l'économie kazakhe seront à nouveau sous surveillance, notamment un secteur bancaire qui ne s'est jamais totalement remis de la crise bancaire de 2007. Les créances douteuses sont encore élevées et la confiance dans le secteur faible, avec un taux de bancarisation de l'ordre de 40%. Là encore, l'effet de la crise peut jouer à travers les anticipations, y compris des Kazakhs eux-mêmes. En somme, la violence des événements imprime sans doute pour longtemps l'image de ce pays. ■

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet

Date	Titre	Thème
06/01/2022	France – Scénario 2021-2023 : malgré les incertitudes, la reprise se confirme	France
21/12/2021	Brésil – La douloureuse mutation du « quoi qu'il en coûte »	Brésil
20/12/2021	Monde – Scénario macro-économique 2022-2023 : le pari d'une double normalisation	Monde
20/12/2021	La BCE tranche prudemment sur son scénario d'inflation et allonge son horizon de moyen terme	Zone euro
17/12/2021	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
16/12/2021	Le risque n'est peut-être pas celui auquel on pense	Inflation
14/12/2021	Zone euro – Conjoncture flash : PIB au T3 2021	Zone euro
14/12/2021	France/Allemagne – Convergences et divergences en temps de crise	France/Allemagne
14/12/2021	Services IT : tendances & enjeux à l'ère de la transformation digitale	Sectoriel
13/12/2021	États-Unis : une nouvelle donne pour les entreprises françaises ?	États-Unis
13/12/2021	Moyen-Orient – Afrique du Nord – Les défis démographiques à long terme sont élevés	MO-AN
10/12/2021	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/12/2021	Ratings pays et souverains : nouveaux risques, nouvelles méthodes ?	Rating
08/12/2021	Russie – En 2022, la résilience au prix de la croissance	Russie
08/12/2021	Règles budgétaires européennes – Un nouveau pacte pour plus de stabilité et de croissance ?	Zone euro
07/12/2021	Zone euro – La surprise de l'inflation en novembre complique la donne pour la BCE	Zone euro
03/12/2021	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
02/12/2021	Asie – Les nuances de la transition démographique	Asie
01/12/2021	France - Le climat des affaires progresse dans tous les secteurs en novembre	France
30/11/2021	Chine – Le grand pari de Xi Jinping	Asie

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des nis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributors extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.